

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS STEINER

9 route de Rouen
BP 1161
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO.ERA.2026.165.SG
Code AIOT : 0005800821

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement ETS STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 21 avril 2026 s'inscrit dans le cadre d'un exercice de mise en oeuvre du Plan d'Opération Interne (POI). Cette visite a été initiée par l'inspection des installations classées sans informer au préalable l'exploitant. L'exercice s'est tenu en présence du SDIS 27 et de l'inspection des installations classées.

Le scénario retenu pour l'exercice est un départ de feu dans la zone 8 « aire extérieure en cours » (pavillon, château d'eau) initié par la fuite d'un contenant de liquide inflammable avec présence d'une source d'allumage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS STEINER
- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800821
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...

Le site est organisé selon 2 activités principales :

- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;
- activité de formulation.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte tenu de la quantité stockée de substances dangereuses pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 (rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées). Il est autorisé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2010 à exercer ses activités sur le territoire de Saint Marcel.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Emulseurs - PFAS	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a suivi la stratégie précisée dans la fiche réflexe n°8. Pour autant, l'inspection et le SDIS ont formulé des observations reprises dans le présent rapport que l'exploitant doit prendre en compte.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant, sauf à justifier du remplacement effectif sous 1 mois de l'ensemble de ces émulseurs avec PFAS, de mener les analyses visant à déterminer les restrictions applicables au site, en application du règlement européen n° 2025/1988 en date du 2 octobre 2025

(entrée 82 du règlement REACH).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE V
Thème(s) : Risques accidentels, Fiche Scénario Incendie zone 8
Prescription contrôlée : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
Constats : L'inspection des installations classées et le SDIS 27 ont réalisé un exercice POI inopiné le 21 avril 2026. Le scénario retenu pour cet exercice était un départ de feu dans la zone extérieure en cours (zone 8) initié par la présence simultanée de matières inflammables et d'une source d'allumage. L'exploitant a mis en œuvre les moyens incendie sans utilisation de l'émulseur. L'exploitant a pris comme référence les documents présents dans son plan d'opération interne, notamment les schémas d'alerte en heures ouvrables et la fiche réflexe n°8. <u>L'inspection a observé sur le terrain :</u> <ul style="list-style-type: none">- le rassemblement et le comptage des salariés en 2 points du site ;- la mise en place rapide des ESI sur le terrain : 6 ESI étaient présents sur le site ;- la présence d'un agent à l'entrée PL pour la surveillance de l'accès et l'accueil du SDIS ;- la mise en œuvre de la motopompe acheminant l'eau de la cuve SV01 de 100m3 ;- la mise en œuvre de 2 lances (sans utilisation d'émulseur), une côté bâtiment 500, l'autre côté voisin compte tenu du sens du vent ;- l'écoulement s'est fait naturellement vers les caniveaux ; l'exploitant précise qu'il dispose de boudins dont l'utilisation n'a pas été constatée par l'inspection et qu'il conviendrait d'ajouter dans la liste des moyens matériels du site ;- compte tenu du sens du vent, le rideau d'eau n'a pas été mis en œuvre ;- la fiche du scénario (p59-61 du POI) indique les flux thermiques générés par l'incendie ; dans les faits, les ESI côté limite de propriété étaient positionnés dans la zone des flux 8kW/m². Il semble également y avoir une inversion entre les flux 5 et 8kW/m². <u>En cellule de crise (Poste de Commandement Exploitant), l'inspection a fait les constats suivants :</u> <ul style="list-style-type: none">- la STEP dispose d'une station météo permettant de déterminer rapidement le sens du vent ;- les fiches missions n'ont pas été consultées. Chaque agent de la cellule de crise a pris sa fonction, néanmoins tous les agents n'ont pas mis leur brassard ce qui peut rendre l'identification

difficile pour les autorités arrivant durant le sinistre ;

- le POI ne précise pas les éléments équipant la salle de crise. Dans les faits, la salle dispose:

- d'un plan du site
- de plusieurs tableaux de suivi de crise (chronologie, communication, sinistre, impacts environnementaux) qui n'ont pas été utilisés. La liste des événements a été retranscrit sur le tableau blanc
- de la centrale d'alerte indiquant la zone de déclenchement

- les appels extérieurs ont été simulés. A la demande de l'inspection et du SDIS, l'exploitant a contacté les services du SDIS, l'astreinte DREAL, la mairie, la SNCF...

- l'état des stocks de la zone a été édité informatiquement - à noter que cet élément n'a pas été indiqué dans la chronologie -, l'exploitant a indiqué après l'exercice être capable d'en disposer en cas de coupure de courant, sur son PC portable.

- la STEP a été contactée : le stockage étant vide, le basculement des eaux d'extinction vers le bassin dédié n'a pas été réalisé.

- la fiche réflexe ne mentionne pas la mise en œuvre des premiers prélèvements en phase d'urgence. Dans les faits, une mesure a été lancée à 10h09. L'inspection précise sur ce point que suite au rapport d'inspection du 20/11/2025, des actions correctives sont attendues de la part de l'exploitant. Il s'agit de définir la stratégie pour mener les premiers prélèvements environnementaux - au niveau organisationnel, technique et humain et ceci pendant et hors activité du site.

A l'issue de l'exercice, l'inspection des installations classées et le SDIS ont fait part de leurs observations :

- le plan de masse présenté dans le POI ne permet pas la localisation facile des moyens en eau et des moyens matériels : le plan sera utilement complété d'une légende précisant l'emplacement de la cuve de 100m³, de la cuve de 40m³ associée au local d'extinction, du local ESI... ;

- la fiche réflexe sera complétée par la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux ; la stratégie devra par ailleurs être détaillée dans le POI mis à jour ;

- l'inspection attire la vigilance de l'exploitant sur l'intervention en sécurité des ESI : en cela, il doit veiller au positionnement du personnel hors des flux thermiques 5 et 8 kW/m² ;

- l'inspection invite l'exploitant à s'appuyer sur les outils dont il dispose en salle de crise (brassards, tableaux, fiches missions), ceux-ci doivent permettre un meilleur suivi des actions, d'optimiser la traçabilité des informations et de faciliter la prise de connaissance de la situation par tout intervenant arrivant après le début de l'événement. De plus, les exercices doivent permettre d'intervertir les rôles afin que chacun appréhende les missions pouvant lui être confiées ;

- le POI indiquant « alerter la STEP pour basculement confinement des eaux d'extinction », l'inspection demande à l'exploitant d'indiquer également le cas de figure où le basculement n'est pas obligatoire, ce qui était le cas au jour de la visite ;

- quelque soit le bassin de remplissage, l'exploitant doit s'assurer durant le sinistre du remplissage du bassin ;

- l'exploitant réalise des exercices POI à fréquence régulière avec l'aide du CNPP. Or lors de ces exercices, aucun appel extérieur n'est passé. L'inspection demande à l'exploitant de tester les numéros du POI lors des exercices, cela peut être fait par rotation de manière à vérifier chaque contact a minima une fois par an.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra que l'exploitant prenne en compte les éléments du présent rapport dans la mise à jour de son POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Emulseurs -PFAS

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Composition des émulseurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans une préparation. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué posséder sur site des émulseurs fluorés et non fluorés. Environ 1300L d'émulseurs fluorés seraient présents sur le site.</p> <p>Lors de l'exercice, l'inspection a constaté la présence de l'émulseur Filmopol 3X6 en bidon de 20litres. Le protocole consiste à le transvaser en bidon de 200 litres puis à l'intégrer à la lance. Pour rappel, il n'a pas été mis en œuvre durant l'exercice.</p> <p>L'exploitant a transmis après inspection le bon de commande du 13 janvier 2026 relatif à la reprise du stock d'émulseur et à la fourniture d'un émulseur non fluoré en remplacement. Dans les faits, la date d'effectivité n'est pas précisée.</p> <p>Lors d'une demande antérieure de l'inspection, l'exploitant avait transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le courrier daté du 30 octobre 2025 de la société ASDF attestant de l'absence de PFAS dans les émulseurs synthétiques concentrés PROSINTEX AR (fûts de 200L). - la FDS de l'émulseur fluoré TOWALEX ARC 3X3 PLUS Foam Concentrate <p>A défaut d'obtenir l'information du fournisseur, l'exploitant doit mener des analyses afin de connaître la composition en PFAS de ses émulseurs : une analyse selon l'indice TOF pour la somme des PFAS, une analyse TOP ASSAY pour connaître les teneurs en PFAS nommément désignées. Ces analyses doivent également être réalisées dans le cas où les émulseurs transitent dans des cuves tampon (ayant pu contenir plusieurs émulseurs...), les teneurs réelles dans l'émulseur pouvant être différentes de celles indiquées à l'origine par le fournisseur (pollution croisée dans la cuve compte-tenu de la persistance des PFAS).</p> <p>Seules ces analyses permettront de statuer sur la conformité réglementaire vis à vis des échéances applicables.</p>

<p>Pour information, le SDIS a attiré l'attention de l'exploitant en séance sur la compatibilité des émulseurs entre eux, précisant que le SDIS ne pourrait mettre en œuvre son émulseur si différent de celui de l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sauf à justifier du remplacement effectif sous 1 mois de l'ensemble de ces émulseurs avec PFAS, de mener les analyses visant à déterminer les restrictions applicables au site, selon le règlement européen n° 2025/1988 en date du 2 octobre 2025 (entrée 82 du règlement REACH).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>